Le débat allemand sur la sécurité : changement du discours, maintien du paradigme

Barbara Kunz

Dans Politique étrangère 2015/4 Hiver , pages 91 à 101
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674539
DOI 10.3917/pe.154.0091
Date de mise en ligne : 09/12/2015

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-4-page-91?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Le débat allemand sur la sécurité : changement du discours, maintien du paradigme

Par **Barbara Kunz**

Barbara Kunz est chercheur au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri.

Les récents débats allemands sur l'avenir de la politique étrangère et de sécurité du pays ont suscité l'intérêt de l'étranger, notamment en France. L'évolution du discours allemand sur le rôle de l'Allemagne sur la scène internationale a pu amener certains à espérer une modification de la posture stratégique du pays. On ne relève pourtant outre-Rhin aucun changement de paradigme, et la « nouvelle » politique étrangère et de sécurité s'inscrit dans une grande continuité.

politique étrangère

Alors que Radoslaw Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères, estimait en 2011 qu'il avait moins peur de la puissance allemande qu'il ne craignait son inaction, *The Economist* a pu en 2013 qualifier Berlin de « puissance hégémonique réticente » [« *reluctant hegemon* »], en reprenant une formule du politologue britannique William E. Paterson. Du côté français, François Fillon expliquait à son tour en août 2014 qu'il jugeait « inacceptable que l'Allemagne continue, au nom de son passé, de s'exonérer des efforts nécessaires à la sécurité du continent européen[1] ». Ces trois exemples l'illustrent : les attentes envers l'Allemagne ont grandi ; ses partenaires attendent d'elle une politique plus active sur la scène internationale et une contribution plus marquée à la sécurité européenne et globale – même si l'on peut entendre, au même moment, quelques discours mettant en garde contre une volonté allemande de dominer l'Europe dans le contexte de la crise de l'Eurozone.

Ces attentes formulées à l'étranger ne sont pas passées inaperçues en Allemagne, et de plus en plus de voix allemandes ont manifesté un certain

1. « Défense européenne : Fillon juge "inacceptable" la position de l'Allemagne », *Le Point*, 27 août 2014, disponible sur : <www.lepoint.fr>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

malaise face à l'approche « traditionnelle » de la politique étrangère du pays. Un débat interne à l'Allemagne a ainsi émergé progressivement, accéléré par la décision du gouvernement de se tenir à l'écart de l'intervention de l'OTAN en Libye en 2011 – et les critiques internationales qui s'en sont suivies à l'encontre de Berlin. Les récents débats en Allemagne sur l'avenir de la politique étrangère et de sécurité du pays ont à leur tour suscité beaucoup d'intérêt à l'étranger, et notamment en France. L'évolution du discours allemand sur le rôle international du pays a pu suggérer, pour certains, que l'Allemagne était en train de changer de posture stratégique, et que des désaccords du type libyen appartiendraient bientôt définitivement au passé.

À l'heure où Berlin prépare pour l'été prochain un nouveau Livre blanc, censé remplacer celui qui date de presqu'une décennie, et où la réflexion sur une adaptation (éventuelle) de la politique étrangère allemande à la nouvelle donne internationale est menée au plus haut niveau, la question est donc bien : où va l'Allemagne ? Devient-elle « normale », c'est-à-dire une puissance moyenne traditionnelle, voire une grande puissance comme certains le craignent ? Ou continue-t-elle à cultiver une logique stratégique fondée sur la retenue, si différente de celle de la France ?

Un discours qui change depuis 2014

La « politique de la retenue », la « diplomatie du chéquier », l'adoption exclusive d'un positionnement de puissance commerciale, ou encore l'« antimilitarisme » prôné par les partis les plus à gauche, ne peuvent seuls constituer une bonne recette pour le XXIe siècle : ce constat fait aujourd'hui la quasi-unanimité à Berlin. De même, l'opinion allemande a au moins commencé à comprendre que l'ère post-Seconde Guerre mondiale est définitivement close. Ce n'est plus en étant un bon élève silencieux et passif que l'Allemagne peut définir et acquérir sa juste position en Europe et dans le monde. Au contraire, ce type de comportement, bien vu voici quelques décennies, ne l'est plus aujourd'hui. La plupart des dirigeants allemands en sont parfaitement conscients, et ce depuis un bon moment. Il ne s'agit donc pas, du côté allemand, d'une incapacité à comprendre les attentes qui s'expriment à l'étranger, mais de définir, selon ses propres critères, le rôle que le pays entend jouer en Europe et au-delà, et ce qu'il peut faire. À cela s'ajoute la nécessité de convaincre une opinion qui, aussi étonnant que cela puisse paraître, s'intéresse assez peu à la politique étrangère tout en étant sceptique sur l'engagement militaire et la défense des intérêts nationaux. Cette opinion étant un facteur d'autant plus décisif qu'en Allemagne le parlement joue un rôle beaucoup plus déterminant en matière de politique étrangère et de sécurité que, par exemple, en France.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

L'évolution allemande a débuté dans le monde des *think tanks* et parmi les experts[2]. Au vu du décalage entre la puissance allemande et le rôle international effectivement joué par Berlin, une certaine insatisfaction vis-à-vis de la politique officielle y était palpable depuis quelques temps. L'abstention allemande au Conseil de sécurité des Nations unies sur l'intervention militaire de 2011 en Libye et les critiques qui ont suivi – notamment en provenance des partenaires les plus importants de l'Allemagne, dont la France – marquent la véritable ouverture publique du débat. On reproche alors aux différents gouvernements allemands de se cacher derrière le poids de l'histoire, sans chercher à être à la hauteur des défis d'un nouveau monde multipolaire. L'image du « géant économique » restant volontairement un « nain stratégique », qui circulait depuis les années 1990, décrivant un décalage de plus en plus grand entre la puissance potentielle de l'Allemagne réunifiée et son rôle sur la scène internationale, résumait la perception générale des choses.

Le discours officiel a commencé à évoluer après les élections de 2013. Angela Merkel est restée chancelière, mais les sociaux-démocrates (SPD) ont pris au gouvernement le relais des libéraux du FDP comme partenaires du parti chrétien-démocrate (CDU). Le social-démocrate Frank-Walter Steinmeier remplace alors Guido Westerwelle (FDP) au ministère des Affaires étrangères. C'est ce dernier qui avait assumé l'abstention allemande au Conseil de sécurité sur la question libyenne. Aussitôt au pouvoir, le nouveau ministre des Affaires étrangères lance la *Review 2014*, réflexion sur la place de l'Allemagne dans le monde, qu'il avait appelée de ses vœux dans son discours d'arrivée au ministère, fin décembre 2013 :

Le discours change fin 2013

> « Dans un essai très intéressant sur la "forme de la puissance allemande" ["*Gestalt deutscher Macht*"], Thomas Kleine-Brockhoff et Hanns Maull ont écrit récemment : "Les lignes directrices de la politique étrangère allemande, qui ont fait leurs preuves, ne continueront à peser que si elles sont réinventées au plan politique et adaptées aux temps actuels." Le devoir face auquel nous nous trouvons aujourd'hui, c'est exactement cela. Et cela n'a rien à voir avec les divagations pubertaires sur une croissante influence allemande, ou une nouvelle puissance allemande. Tous ceux qui connaissent

2. Voir à ce sujet le rapport « Nouvelle puissance, nouvelle responsabilité. Éléments d'une politique étrangère et de sécurité allemande dans un monde qui change » [« Neue Macht, neue Verantwortung. Elemente einer deutschen Außen- und Sicherheitspolitik für eine Welt im Umbruch »], Stiftung Wissenshaft und Politik et German Marshall Fund, Berlin, 2013, disponible sur : <www.swp-berlin.org>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

> les chiffres savent que dans les années à venir, notre part dans la population mondiale et dans le commerce international diminuera continuellement. Il n'y a pas là vraiment de base pour des fantaisies de puissance moyenne du genre : "On est de retour !"
> Ce qui me tient à cœur, c'est quelque chose de beaucoup plus fondamental : nous avons aujourd'hui besoin d'un discours mûr et éclairé sur le cadre institutionnel dans lequel évoluera notre politique étrangère, sur le degré de responsabilité que nous pouvons assumer dans les dix, vingt années à venir, mais aussi sur les limites de ce que nous pouvons faire et accomplir[3]. »

Cette *Review* avait pour objectif de discuter des fondements de la politique étrangère allemande et, le cas échéant, des modifications à y apporter. Après un long processus, incluant la consultation à la fois de diplomates et spécialistes allemands, de représentants de l'opinion et d'experts étrangers, ses résultats ont été rendus publics en février 2015.

Quelques mois après le lancement de la *Review 2014*, Frank-Walter Steinmeier, le ministre de la Défense Ursula von der Leyen et le président fédéral Joachim Gauck ont chacun tenu des discours allant dans le même sens à la Conférence sur la sécurité de Munich début 2014. L'intervention de Joachim Gauck, notamment, est depuis lors vue comme une sorte de symbole de cette « nouvelle » approche allemande :

> « Faisons-nous tout ce qui est en notre pouvoir pour stabiliser les pays qui sont nos voisins, que ce soit à l'Est ou en Afrique ? Faisons-nous tout ce qui s'impose face aux dangers du terrorisme ? Et, une fois que nous avons trouvé des motifs convaincants pour nous engager militairement aux côtés de nos alliés, sommes-nous prêts à partager les risques de façon juste ? Faisons-nous tout ce que nous devrions faire pour inciter les grandes puissances, qu'elles soient émergentes ou caractérisées par un regain d'activité économique, à participer au développement équitable de l'ordre international ? Je dirais même, manifestons-nous à l'égard de certaines régions du monde l'intérêt qu'il faut leur porter en raison de leur importance ? Quel rôle désirons-nous jouer dans les crises qui sévissent dans des régions éloignées du globe ? Déployons-nous d'ores et déjà un engagement suffisant dans le domaine où l'Allemagne a développé sa propre expertise, je veux parler de la prévention des conflits ? À mon avis, la République

3. F.-W. Steinmeier, « Rede von Außenminister Frank-Walter Steinmeier bei der Amtsübergabe im Auswärtigen Amt », Berlin, 17 décembre 2013, disponible sur : <www.auswaertiges-amt.de> (traduction de l'auteur dans le texte).

ACTUALITÉS
Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

> fédérale devrait, en bon partenaire, s'impliquer plus tôt, avec plus de détermination, et de manière plus substantielle[4]. »

Après la *Review 2014*, assez généraliste et à forte dimension publique, c'est ce même gouvernement qui a lancé deux autres processus de réflexion, plus concrets et touchant plus directement la politique de sécurité. Au printemps 2014, a été constituée une commission sous la présidence de l'ancien ministre de la Défense chrétien-démocrate Volker Rühe. Composée de douze députés et experts, elle avait pour mission d'examiner « comment les droits du parlement peuvent être garantis, sur la voie d'une intégration de plus en plus profonde dans l'Alliance, et en dépit de la diversification des tâches[5] ». Cette commission devait donc réfléchir à la procédure d'autorisation du *Bundestag* – le droit de « réserve parlementaire », principe ancré dans la loi allemande – pour chaque déploiement extérieur de militaire allemand. Le sujet étant hautement controversé en Allemagne, la commission a été boycottée par l'opposition – le parti de gauche Die Linke ainsi que les Verts – qui craignait l'abandon du principe d'autorisation parlementaire, vu comme un obstacle indispensable contre le militarisme et la *Realpolitik*. Les résultats des travaux de la Commission ont été présentés en juin 2015.

Review 2014, Commission Rühe, Livre blanc…

En octobre 2014 enfin, le ministre de la Défense a annoncé l'élaboration d'un nouveau Livre blanc, censé remplacer celui qui datait de 2006 – soit d'avant la professionnalisation de la *Bundeswehr*, le traité de Lisbonne et l'actuel concept stratégique de l'OTAN. Le pas avait été jugé nécessaire du fait des évolutions, qualifiées de « dramatiques », de l'environnement stratégique[6]. Le nouveau Livre blanc devra être publié avant l'été 2016[7].

Une politique qui s'inscrit dans la continuité

Les résultats des réflexions confirment la ligne traditionnelle

Alors que ce nouveau Livre blanc n'est attendu que pour l'été prochain, le rapport final de la *Review 2014* a été présenté en février 2015. Sa conclusion

4. J. Gauck, « Le rôle de l'Allemagne dans le monde : réflexions sur la responsabilité, les normes et les alliances », discours à l'occasion de l'ouverture de la 50e conférence de Munich sur la sécurité, 31 janvier 2014, disponible sur : <www.bundespraesident.de>.
5. « Deutscher Bundestag, Antrag der Fraktionen der CDU/CSU und SPD. Einsetzung einer Kommission zur Überprüfung und Sicherung der Parlamentsrechte bei der Mandatierung von Auslandseinsätzen der Bundeswehr », document n° 18/766, Berlin, 11 mars 2014.
6. Ministère allemand de la Défense, « Rede der Verteidigungsministerin Ursula von der Leyen auf der Bundeswehrtagung 2014 », Berlin, 29 octobre 2014, disponible sur : <www.bmvg.de>.
7. Pour plus d'informations sur le processus du nouveau Livre blanc, voir la page web dédiée du ministère allemand de la Défense : <www.bmvg.de>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

la plus importante est simple : les éléments clés de la politique étrangère allemande – Europe, multilatéralisme et affirmation d'une puissance civile – sont confirmés. L'Union européenne et l'action à travers elle et en concertation avec les partenaires européens demeurent notamment au cœur de l'approche allemande. Rien de spectaculaire donc dans ce rapport final, dont les conséquences les plus tangibles sont pour l'heure une réorganisation de quelques départements du ministère des Affaires étrangères. Les auteurs du rapport soulignent la nécessité d'agir « plus tôt, avec plus de détermination et de manière plus substantielle[8] » – sans toutefois préciser les détails.

Les résultats des travaux de la « Commission Rühe » vont dans le même sens. Cette dernière a présenté son rapport en juin 2015 sans créer de véritable surprise. La Commission suggère quelques mesures visant à créer plus de transparence ou propose d'adopter des règles particulières pour l'affectation de militaires allemands aux états-majors multinationaux. Le droit de réserve parlementaire, qui était au cœur du débat, n'est pas remis en question[9]. Les mesures préconisées indiquent que la posture stratégique allemande, et donc l'approche des missions à l'étranger ne sont pas réellement modifiées. La simplification des processus décisionnels nécessaires au déploiement de la *Bundeswehr* à l'étranger est absente des recommandations, et l'accès inconditionnel des alliés aux capacités allemandes dans le cadre de la coopération multilatérale n'est pas retenu. Les critiques adressées à l'Allemagne, notamment sur sa décision de retrait des tâches communes à l'intérieur de l'OTAN, restent donc, d'une certaine manière, pertinentes.

Une politique qui correspond au discours

Au-delà des évolutions « de doctrine », éventuellement fixées par les documents et discours officiels, que disent les actes ? Nul ne peut conclure à un revirement révolutionnaire : en dehors du cas particulier des interventions militaires, l'Allemagne s'est engagée à l'international bien avant 2014. Mais la dégradation de l'environnement stratégique européen à l'Est et au Sud requiert plus d'efforts de la part de tous les pays européens.

---

8. Ministère allemand des Affaires étrangères. *Review 2014. Crisis. Order. Europe*, Berlin, février 2015, disponible sur : <www.auswaertiges-amt.de>.
Pour une analyse des résultats de la *Review 2014*, voir aussi A. Bendiek, *La Review 2014 : les piliers de la politique étrangère allemande et les attentes du reste du monde*, « Note du Cerfa », n° 123, Paris, Ifri, mai 2015, disponible sur : <www.ifri.org>.

9. Pour plus de détails sur le travail de la « Commission Rühe », voir B. Kunz, *Deploying the Bundeswehr: more Transparency, more Flexibility, but Parliament's Consent Remains Key*, « Actuelles de l'Ifri », Paris, Ifri, 17 juin 2015, disponible sur : <www.ifri.org>. Voir également M. Drain, *La dimension parlementaire de la politique de défense allemande*, « Note du Cerfa », n° 115, Paris, Ifri, août 2014, disponible sur : <www.ifri.org>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Berlin a montré ces derniers mois, par de nombreuses initiatives, qu'elle était prête à assumer des responsabilités accrues sur la scène internationale. En dehors même du *leadership* qui est celui de l'Allemagne dans la crise de l'euro – mais Berlin ne voit pas cette question comme relevant de la politique étrangère, il s'agit plutôt de « politique intérieure européenne » –, le pays s'est largement impliqué – et continue à le faire – dans la résolution de la crise ukrainienne, dans les négociations sur le nucléaire iranien, ou encore vis-à-vis de l'accueil des réfugiés syriens... Et contrairement à ce que ses critiques sont prompts à soupçonner, les intérêts économiques de l'Allemagne n'étaient pas dans ces cas les facteurs déterminants de ses positions. La fermeté de la réaction allemande face à la Russie n'a jamais été limitée par les liens économiques étroits existant entre les deux pays. La position du gouvernement d'Angela Merkel est en l'occurrence sans équivoque : les sanctions contre la Russie – au demeurant peu contestées en Allemagne – ne seront levées que si les accords de Minsk sont intégralement respectés.

Plus d'engagement sur la scène internationale ne signifie cependant pas pour Berlin – loin de là – plus d'interventions militaires. Quand les Allemands se disent prêts à assumer plus de responsabilités, ils pensent d'abord à d'autres moyens. Berlin mise par exemple sur des initiatives telles que sa présidence, en 2016, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'Allemagne a déjà annoncé qu'elle utiliserait cette présidence pour lancer des projets de réforme et de modernisation de cette organisation – dont l'avenir dépendra sans nul doute de sa capacité à gérer le conflit en Ukraine. Berlin entend donc valoriser ce forum pan-européen et œuvrer au rétablissement de la confiance[10]. Dans cette même logique, et quand la dimension militaire devient inéluctable – par exemple pour la « réassurance » à donner aux alliés orientaux de l'OTAN, l'Allemagne est présente : Berlin s'est par exemple déclarée prête à jouer un rôle central dans la nouvelle *Very High Readiness Joint Task Force* [la force « fer de lance »] que l'OTAN a décidé de créer lors du sommet de septembre 2014 en réaction à l'agression russe en Ukraine.

Plus d'engagement, mais pas plus d'opérations militaires

Qu'attendre du nouveau Livre blanc ?

Dans ce contexte, le document le plus attendu est sans doute le futur Livre blanc. La continuité affichée par la *Review 2014* laisse courir le reproche récurrent fait à la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne : elle

10. Voir le discours du ministre des Affaires étrangères Steinmeier à l'OSCE en juillet 2015 : F.-W. Steinmeier, « Rede von Außenminister Frank-Walter Steinmeier vor dem Ständigen Rat der OSZE in Wien », Vienne, 2 juillet 2015, disponible sur : <www.auswaertiges-amt.de>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

manquerait tout simplement de stratégie[11]… L'Allemagne, c'est vrai, ne dispose pas à ce jour d'une véritable stratégie de sécurité détaillant ses intérêts et ses priorités, tant au plan des questions globales qu'au niveau régional.

Le Livre blanc de 2016 ne comblera sans doute pas cette lacune, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, ce n'est pas là son objectif. Ursula von der Leyen a d'ores et déjà annoncé que le Livre blanc ne serait pas un « catalogue fixe des options d'action, pas une sorte de *check-list* pour les missions à l'étranger – il ne comportera ni obligation à agir, ni tabou[12] ». Ce texte ne suivra pas le modèle du Livre blanc français. Il joue un rôle beaucoup moins central en Allemagne et son importance stratégique ne doit donc pas être surestimée. Il n'est pas destiné à faire office de stratégie de sécurité globale pour l'action extérieure de l'Allemagne. Le projet est dirigé par le ministère de la Défense, les autres ministères en charge des relations extérieures étant consultés. Bien qu'il soit formellement adopté par le gouvernement, le texte final engage avant tout le ministère de la Défense. Enfin, les facteurs de politique intérieure au sens large pèseront sans doute au moins autant que les facteurs stratégiques et extérieurs, avec en première ligne l'opinion publique, d'autant que ce nouveau Livre blanc sera publié dans l'année précédant les élections au *Bundestag* de 2017.

Autre question : le nouveau Livre blanc sera-t-il suivi d'une réforme des Principes directeurs de la politique de défense, qui datent de 2011 – un document d'une vingtaine de pages qui décrit le cadre stratégique dans lequel s'inscrivent le rôle et les missions de la *Bundeswehr* comme acteur de la sécurité nationale ? Ces Principes définissent les objectifs et les intérêts de la République fédérale d'Allemagne en matière de politique de sécurité[13]. Bien qu'inférieurs au Livre blanc dans la hiérarchie formelle des documents, ces Principes directeurs sont en réalité d'une importance au moins égale. La réécriture du Livre blanc est donc une étape majeure dans la politique de sécurité allemande. Mais il est fort improbable que le nouveau Livre blanc vienne révolutionner la politique étrangère et de sécurité du pays.

La « responsabilité », nouvelle notion clé

Un concept qui ne pose pas de problèmes moraux

Sur un plan plus théorique, le point commun entre tous les éléments du « nouveau » discours sur la politique étrangère et de sécurité allemande est

11. Voir par exemple A. Bendiek, *op. cit.*
12. Ministère allemand de la Défense, « Rede der Verteidigungsministerin anläßlich der Auftaktveranstaltung Weißbuch 2016 », Berlin, 17 février 2015, disponible sur : <www.bmvg.de>.
13. Ministère allemand de la Défense, « Principes directeurs de la politique de défense », Berlin, 2011, disponible sur : <www.bmvg.de>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

la notion de « responsabilité ». Autrement dit, le discours général n'est pas construit autour d'une définition des intérêts nationaux de l'Allemagne. Dans cette reformulation du discours sur la politique étrangère et de sécurité, toute *Realpolitik* est soigneusement bannie. Le passage à une politique formulée sur la base d'intérêts nationaux n'aurait sans doute pas été bien vu par un grand nombre de responsables allemands ou par l'opinion – ni même d'ailleurs par les partenaires européens et internationaux de l'Allemagne.

Au fond, le « nouveau » discours n'est donc pas si nouveau. Certes, la volonté de Berlin d'assumer plus de responsabilités internationales pourra la pousser vers une politique plus active. La référence à la responsabilité permettant de justifier cette dernière auprès de l'opinion. Mais il ne peut s'agir ni de l'abandon de l'ancienne ligne de politique étrangère, ni d'un revirement. En réalité, le changement n'est nullement fondamental : le *leitmotiv* de la politique étrangère allemande reste inchangé. Il serait plus exact de parler d'un élargissement du champ d'action rhétorique sur la base du discours existant.

Cela n'empêchera naturellement pas l'Allemagne de sauvegarder ses intérêts (économiques), comme elle l'a d'ailleurs fait par le passé. Mais l'émergence d'un discours ouvertement fondé sur ses intérêts, économiques ou autres – pas moins légitimes, au demeurant, que ceux d'autres pays –, est fort peu vraisemblable. La politique étrangère et de sécurité allemande continuera donc sans doute à être perçue par les partenaires comme floue, et parfois illogique, la notion de « responsabilité » ne pouvant pas développer la même force structurante que celle des intérêts nationaux.

Une opinion qui reste sceptique

La politique allemande se caractérise par la continuité, et l'opinion par une même constance. Les Allemands restent en effet sceptiques face à l'engagement international de leur pays. Le rôle central attribué au *Bundestag* par la Loi fondamentale en matière de politique étrangère et de sécurité demeure un facteur déterminant pour les dirigeants allemands. Le grand défi allemand consiste à convaincre l'opinion que le monde a changé, et par conséquent, le rôle de l'Allemagne aussi. Habitués à penser qu'une politique de retenue allemande relève d'une sorte d'impératif moral découlant de l'histoire, nombreux sont les Allemands qui ont du mal à se faire à l'idée d'une Allemagne plus active sur la scène internationale.

Selon un sondage réalisé dans le cadre de la *Review 2014*, seules 37 % des personnes interrogées étaient en faveur d'engagements accrus, 66 %

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

affirmant que l'Allemagne devait garder une approche fondée sur la retenue. Parmi les réponses opposées à plus d'engagement, 73 % se référaient à la priorité des problèmes internes à régler, 50 % liant leur position à l'histoire allemande et 37 % pensant que l'influence allemande dans le monde était trop limitée pour avoir un réel impact. Les résultats du même sondage montrent également une nette préférence des personnes interrogées pour des objectifs de politique étrangère que l'on pourrait qualifier d'« altruistes » : les deux aspects prioritaires considérés comme « très importants » étant « la protection des droits de l'homme dans le monde » et l'« amélioration de la protection de l'environnement et du climat » – « garantir l'approvisionnement en énergie » n'arrivant qu'en troisième place[14].

Une opinion « altruiste » ?

Les Allemands sont donc loin de voir leur pays comme une grande puissance, et ce d'abord parce que l'histoire continue de peser. Cette orientation de l'opinion publique constituera un véritable frein à une politique étrangère plus affirmée, tant que celle-ci ne sera pas perçue comme moralement acceptable. Le nouveau discours allemand de politique étrangère est donc au moins autant destiné aux Allemands qu'à l'étranger, comme en témoigne la forte dimension publique des débats qui l'ont accompagné.

***

Le discours allemand sur la politique étrangère et de sécurité se transforme, mais le changement de paradigme reste très éloigné. La communication – avant tout interne – sur la politique étrangère du pays a effectivement changé ces dernières années, mais les principes fondateurs de cette politique restent les mêmes, autant pour ses points forts que pour ses aspects plus problématiques, ou même ses incohérences. Il s'agit donc bien d'un changement de discours plus que d'un changement de politique. Où cela mènera-t-il Berlin ? Cela reste à voir.

L'absence de changement de paradigme se déchiffre d'abord dans la notion clé du nouveau discours : la responsabilité. La « nouvelle » approche de la politique étrangère continue bien d'être définie « à l'allemande ». Considérant qu'elle n'a rien à prouver à ses partenaires, Berlin poursuit la même politique étrangère, avec la conviction d'être sur la bonne voie. Une Allemagne « plus responsable » ne signifie donc pas une Allemagne plus

14. Fondation Körber, « Einmischen oder zurückhalten? Ergebnisse einer repräsentativen Umfrage von TNS Infratest Politikforschung zur Sicht der Deutschen auf die Außenpolitik » [« Intervenir ou rester à l'écart ? Résultats d'un sondage interactif par TNS Infratest Politikforschung sur la vision des Allemands à propos de la politique étrangère »], 2014.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 25/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

proche du paradigme français. Les différences qui, en termes de cultures stratégiques, séparent les deux pays, ne devraient donc pas disparaître. Berlin continue à se considérer d'abord comme une puissance civile et à se concentrer sur les moyens non-militaires.

Bien que Paris et Berlin aient choisi dans le passé des approches différentes, le dialogue franco-allemand sur les questions de sécurité reste donc ouvert. Du côté français, il est important de comprendre que l'Allemagne n'est pas en train de se « normaliser » pour adopter une posture stratégique de plus en plus proche de celle de la France. Du côté allemand, il faut surmonter la méfiance vis-à-vis de l'approche française, souvent jugée trop interventionniste et ouvertement dérivée d'intérêts nationaux. Pour le développement d'une future culture stratégique européenne, une meilleure compréhension entre Paris et Berlin est un atout nécessaire, voire indispensable.

PE

Mots clés
Politique étrangère de l'Allemagne
Interventions militaires
Multipolarité
France